

COMMUNE DE COSSONAY  
Municipalité

---

AU CONSEIL COMMUNAL  
1304 COSSONAY

Cossonay, le 17 février 2014/gt

**Préavis municipal No 02/2014 concernant un nouveau règlement communal sur la distribution de l'eau**

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

L'actuel règlement communal sur la distribution de l'eau est en vigueur depuis le 9 juillet 1993, date de son approbation par le Conseil d'Etat du canton de Vaud. Votre Conseil l'avait adopté lors de sa séance du 21 juin 1993. Son application n'a soulevé à ce jour aucun problème particulier ou conséquent.

Le Grand Conseil du canton de Vaud a modifié, en date du 5 mars 2013, la loi sur la distribution de l'eau du 30 novembre 1964 (LDE). Le Conseil d'Etat a fixé l'entrée en vigueur des modifications apportées à cette loi au 1<sup>er</sup> août 2013.

Un délai de 3 ans a été fixé pour que les communes adaptent leur règlement communal sur la distribution de l'eau aux nouvelles dispositions, ce qui signifie que notre règlement doit être modifié d'ici au 1<sup>er</sup> août 2016 au plus tard.

La Municipalité a décidé de ne pas attendre cette échéance et de vous présenter aujourd'hui déjà, le préavis municipal concernant ce sujet.

Cette relative rapidité est fortement motivée par la prochaine entrée en vigueur de notre Plan général d'affectation. Nous disposerons ainsi de règles actuelles et conformes au droit supérieur pour gérer, au niveau de la distribution de l'eau, les nombreuses constructions prévues sur le territoire communal.

Le but principal de la modification de la LDE a été de l'adapter aux exigences procédurales découlant du droit fédéral. D'autres modifications ont consisté à clarifier l'étendue des obligations légales des communes, à préciser la nature et la fixation du prix de l'eau, à clarifier la nature des rapports entre l'utilisateur et le distributeur et enfin à adapter le texte aux évolutions terminologiques, juridiques et législatives intervenues depuis plus de 45 ans.

Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a rédigé à l'intention des communes un règlement type dont la Municipalité s'est fortement inspirée pour élaborer son propre règlement.

La lecture des textes qui sont soumis à votre approbation vous donnera toutes informations utiles quant à la manière dont la Municipalité entend gérer à l'avenir la distribution de l'eau. Elle tient à attirer votre attention sur le mode de calcul des taxes de raccordements; le recours très critiqué aux valeurs ECA a été abandonné et remplacé par la notion de surface utile brute de plancher. Les nouvelles taxes de raccordements seront plus rémunératrices que celles actuellement en vigueur. Il s'agit clairement d'une volonté de la Municipalité qui a pour objectif de financer partiellement, par ces taxes, les importants investissements que devra réaliser prochainement la Commune pour assurer le raccordement au réseau d'eau potable des bâtiments à construire.

Enfin, signalons que la nouvelle LDE reconnaît désormais que le prix de l'eau constitue une taxe causale de droit public, sans aucune acceptation de droit privé. Ainsi, le prix de vente de l'eau devient la « taxe annuelle de consommation ». De plus, c'est dorénavant l'organe législatif qui en définit les éléments et au final le montant. Toutefois la compétence tarifaire de détail, à l'intérieur d'une fourchette définie par le Conseil communal, reste de la compétence de la Municipalité.

Le nouveau règlement communal sur la distribution de l'eau et son annexe figurent en annexe au présent préavis municipal. Précisons que ces documents ont été contrôlés et agréés par un juriste du Département du territoire et de l'environnement (DTE).

La première séance de la commission chargée d'étudier ce préavis est fixée au lundi 24 mars 2014 à 18h30, au bâtiment administratif.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité propose au Conseil communal d'approuver les conclusions suivantes :

## CONCLUSIONS

### LE CONSEIL COMMUNAL DE COSSONAY

- Vu le préavis municipal No 02/2014
- Après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée d'étudier cette affaire,
- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

### DECIDE :

- D'adopter un nouveau règlement communal sur la distribution de l'eau.

### AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Le Secrétaire

G. Rime

C. Pouly

Annexe : Projet d'un nouveau règlement communal sur la distribution de l'eau

Délégué municipal : M. Claude Moinat, Municipal





# **COMMUNE DE COSSONAY**

## **Règlement communal sur la distribution de l'eau**

Entre en vigueur le XXXXXXXX

<b>REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>4</b>
<b>I. Dispositions générales</b>	<b>4</b>
Art. 1 Bases légales	4
<b>II. Abonnements</b>	<b>4</b>
Art. 2 Octroi de l'abonnement	4
Art. 3 Procédure	4
Art. 4 Compétence	4
Art. 5 Résiliation de l'abonnement	4
Art. 6 Mise hors service	4
Art. 7 Devoir d'information	4
<b>III. Mode de fourniture et qualité de l'eau</b>	<b>5</b>
Art. 8 Fourniture de l'eau	5
Art. 9 Mode de fourniture	5
Art. 10 Traitement de l'eau	5
<b>IV. Concessions</b>	<b>5</b>
Art. 11 Définition des concessionnaires	5
Art. 12 Procédure d'octroi	5
Art. 13 Condition d'octroi	5
<b>V. Compteurs</b>	<b>5</b>
Art. 14 Définition	5
Art. 15 Installation	6
Art. 16 Responsabilité	6
Art. 17 Validité des indications	6
Art. 18 Mauvais fonctionnement	6
Art. 19 Erreurs et contestations	6
<b>VI. Réseau principal de distribution</b>	<b>6</b>
Art. 20 Propriété et entretien	6
Art. 21 Construction	6
Art. 22 Etendue des obligations de la commune	6
Art. 23 Droit de passage	7
Art. 24 Manœuvre des vannes et utilisation des bornes-hydrantes	7
<b>VII. Installations extérieures</b>	<b>7</b>
Art. 25 Propriété et entretien	7
Art. 26 Utilisation	7
Art. 27 Installation	7
Art. 28 Conditions techniques	7
Art. 29 Descriptions	7
Art. 30 Entretien et droit de passage	7
<b>VIII. Installations intérieures</b>	<b>8</b>
Art. 31 Propriété et entretien	8
Art. 32 Assurance responsabilité civile	8
<b>IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures</b>	<b>8</b>
Art. 33 Constructions	8
Art. 34 Permis de fouille	8
Art. 35 Mesure incendie	8
Art. 36 Autre raccordement	8
<b>X. Interruptions</b>	<b>8</b>
Art. 37 Responsabilité	8
Art. 38 Mesure	9
Art. 39 Restriction	9
<b>XI. Taxes</b>	<b>9</b>
Art. 40 Taxe unique de raccordement	9

Art. 41 Complément de taxe unique de raccordement	9
Art. 42 Taxes annuelles	9
Art. 43 Echéance	9
Art. 44 Annexe	9
<b>XII. Dispositions finales</b>	<b>9</b>
Art. 45 Infraction	9
Art. 46 Procédure	9
Art. 47 Recours	9
Art. 48 Tarifs	10
Art. 49 Entrée en vigueur	10
<b>ANNEXE AU REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>11</b>
Art. 1 Définition	11
Art. 2 Modalités	11
Art. 3 Taxe unique de raccordement	11
Art. 4 Complément de taxe unique de raccordement	11
Art. 5 Taxe annuelle de consommation	11
Art. 6 Taxe annuelle d'abonnement	11
Art. 7 Taxe annuelle de location	11

# Commune de Cossonay

## REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

### I. Dispositions générales

#### Art. 1 Bases légales

La distribution de l'eau dans la Commune de Cossonay est régie par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau (LDE) et par les dispositions du présent règlement.

L'exécution des tâches relevant de la réglementation sur la distribution de l'eau est du ressort de la Municipalité. Celle-ci peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un service compétent de la commune.

### II. Abonnements

#### Art. 2 Octroi de l'abonnement

L'abonnement est accordé au propriétaire.

Si les installations techniques le permettent et avec l'assentiment écrit du propriétaire, l'abonnement peut être accordé directement à un locataire ou à un fermier. Le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

#### Art. 3 Procédure

Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande indique :

- a. le lieu de situation du bâtiment ;
- b. sa destination ;
- c. ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets) ;
- d. le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution ;
- e. l'emplacement du poste de mesure ;
- f. le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

#### Art. 4 Compétence

L'abonnement est accordé sur décision de la Municipalité.

#### Art. 5 Résiliation de l'abonnement

Si l'abonnement est résilié, la Municipalité fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.

En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée et la commune dispose librement de la vanne de prise.

#### Art. 6 Mise hors service

Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux. Les conventions contraires demeurent réservées.

Le propriétaire communique à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

#### Art. 7 Devoir d'information

En cas de transfert d'abonnement, l'ancien abonné en informe immédiatement la Municipalité.



Jusqu'au transfert de son abonnement au nouvel abonné, l'ancien abonné demeure seul responsable à l'égard de la commune. Celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouvel abonné.

### **III. Mode de fourniture et qualité de l'eau**

#### **Art. 8 Fourniture de l'eau**

L'eau est fournie au compteur.

Dans des cas spéciaux, un autre système de fourniture peut toutefois être adopté.

Le compteur est relevé annuellement.

#### **Art. 9 Mode de fourniture**

L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

#### **Art. 10 Traitement de l'eau**

La Municipalité est seule compétente, d'entente avec le service cantonal en charge du domaine de la distribution de l'eau, pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif. Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

### **IV. Concessions**

#### **Art. 11 Définition des concessionnaires**

L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures.

La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installations » délivrée par la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (ci-après : SSIGE) et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

#### **Art. 12 Procédure d'octroi**

L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SSIGE mentionnée à l'article 11 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

#### **Art. 13 Condition d'octroi**

Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir de conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.

Lorsque les conditions d'obtention de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

Lorsque les installations n'ont pas été exécutées conformément aux prescriptions ou sont mal entretenues, la Municipalité impartit, par écrit, un délai raisonnable au propriétaire pour remédier aux défauts. En cas de réticence, la Municipalité fait exécuter les travaux aux frais du propriétaire.

### **V. Compteurs**

#### **Art. 14 Définition**

Le compteur appartient à la commune qui le remet en location à l'abonné.

Le compteur est posé aux frais du propriétaire par le service communal.

### **Art. 15 Installation**

Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible et avant toute prise propre à débiter de l'eau.

Il est interdit à toute personne qui n'y est pas autorisée par la Municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur. En cas d'avarie, l'abonné en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

### **Art. 16 Responsabilité**

L'abonné prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts.

Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations intérieures. Si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond l'abonné, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

### **Art. 17 Validité des indications**

Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.

L'abonné paie toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond la commune.

### **Art. 18 Mauvais fonctionnement**

En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation calculée sur la base des 3 relevés précédents du compteur qui fait foi, à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

### **Art. 19 Erreurs et contestations**

L'abonné a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures établies sur la base du dernier relevé du compteur sont rectifiées au profit de la partie lésée.

Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

## **VI. Réseau principal de distribution**

### **Art. 20 Propriété et entretien**

Le réseau principal de distribution appartient à la commune. Il est établi et entretenu à ses frais.

### **Art. 21 Construction**

Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE).

### **Art. 22 Etendue des obligations de la commune**

La commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie. Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages. Elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

### **Art. 23 Droit de passage**

Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la commune et à ses frais.

### **Art. 24 Manœuvre des vannes et utilisation des bornes-hydrantes**

Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manoeuvrer les vannes de secteur et les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution ou de prélever temporairement de l'eau à une borne hydrante.

## **VII. Installations extérieures**

### **Art. 25 Propriété et entretien**

Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure défini à l'article 29 appartiennent au propriétaire. Elles sont établies et entretenues à ses frais.

L'article 14 alinéa 1 est réservé.

### **Art. 26 Utilisation**

L'eau doit être utilisée exclusivement pour les besoins de l'immeuble raccordé et il est interdit de laisser brancher une prise sur la conduite.

### **Art. 27 Installation**

Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.

Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.

L'article 28 alinéa 3 est réservé.

### **Art. 28 Conditions techniques**

Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 24 est applicable à ces vannes de prise.

Les propriétaires sont solidairement responsables des obligations en relation avec ces installations communes. Ils doivent régler leurs droits et obligations réciproques en inscrivant au registre foncier une servitude précisant la répartition des frais de construction et d'entretien de ces installations communes.

Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

### **Art. 29 Descriptions**

Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.

Ce poste comporte :

- a. un compteur ;
- b. deux robinets d'arrêt, dont un sans purge placé avant le compteur et un avec purge placé après le compteur, qui peuvent être manoeuvrés par le propriétaire ;
- c. un clapet de retenue fourni par le propriétaire rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau ;
- d. d'autres appareils de sécurité tels que des filtres ou des réducteurs de pression qui peuvent être imposés par la commune.

### **Art. 30 Entretien et droit de passage**

Les installations extérieures sont établies et entretenues par un entrepreneur concessionnaire et selon les directives de la SSIGE.

L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire; s'il y a lieu, la commune peut exiger à ce

sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

## **VIII. Installations intérieures**

### **Art. 31 Propriété et entretien**

Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire; elles sont établies et entretenues à ses frais.

Les installations intérieures sont établies et entretenues par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire et selon les directives de la SSIGE. Par entrepreneur qualifié, on entend un entrepreneur au bénéfice d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installations » délivrée par la SSIGE. S'il s'agit de travaux d'entretien uniquement, une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'entretien » est suffisante. La liste des installateurs agréés est disponible via le registre publié par la SSIGE sur son site Internet.

L'entrepreneur doit renseigner la commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

### **Art. 32 Assurance responsabilité civile**

Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

## **IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures**

### **Art. 33 Constructions**

La Municipalité fixe le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

### **Art. 34 Permis de fouille**

Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

### **Art. 35 Mesure incendie**

En cas d'incendie, les usagers doivent momentanément s'abstenir de soutirer de l'eau pour leurs besoins privés.

### **Art. 36 Autre raccordement**

Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité et moyennant la mise en place de mesures ad hoc pour la protection du réseau communal (disconnecteur ou jet libre).

## **X. Interruptions**

### **Art. 37 Responsabilité**

La commune prévient autant que possible les abonnés de toute interruption dans le service de distribution.

Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, ne confèrent à l'abonné aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la commune.

### **Art. 38 Mesure**

L'abonné prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

### **Art. 39 Restriction**

Dans les cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, la commune a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population.

## **XI. Taxes**

### **Art. 40 Taxe unique de raccordement**

En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu du propriétaire une taxe unique de raccordement.

Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants est assimilé à un nouveau raccordement et assujetti à la taxe unique de raccordement.

### **Art. 41 Complément de taxe unique de raccordement**

Lorsque des travaux de transformation soumis à permis de construire ont été entrepris dans un bâtiment déjà raccordé, il est perçu du propriétaire un complément de taxe unique de raccordement.

Tout bâtiment reconstruit après sinistre, ou démolition partielle d'immeubles préexistants, est assimilé à un cas de transformation et assujetti au complément de taxe unique de raccordement.

### **Art. 42 Taxes annuelles**

En contrepartie de l'utilisation du réseau principal de distribution et de l'équipement y afférent, il est perçu de l'abonné une taxe de consommation, une taxe annuelle d'abonnement ainsi qu'une taxe de location pour les appareils de mesure.

La taxation intervient une fois par année. Des acomptes peuvent être perçus.

### **Art. 43 Echéance**

La Municipalité fixe le terme d'échéance de ces différentes taxes.

### **Art. 44 Annexe**

Les dispositions figurant à l'annexe du présent règlement fixent les modalités de calcul de ces différentes taxes et complètent, dans la mesure nécessaire, les articles 40 à 43.

L'annexe fait partie intégrante du présent règlement.

## **XII. Dispositions finales**

### **Art. 45 Infraction**

Les infractions au présent règlement sont passibles d'amende et poursuivies conformément à la loi sur les contraventions.

### **Art. 46 Procédure**

La loi sur la procédure administrative est applicable, sous réserve des dispositions des articles 45 et suivants de la loi sur les impôts communaux (LCom).

### **Art. 47 Recours**

Les recours dirigés contre les décisions en matière de taxes doivent être portés dans les trente jours devant la Commission communale de recours en matière d'impôts selon ce que prévoient les articles 45 et suivants LCom.

Les recours dirigés contre les autres décisions doivent être portés dans les trente jours devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal.

#### **Art. 48 Tarifs**

Le prix de l'eau fournie dans une mesure qui excède les obligations légales de la commune est fixé par la Municipalité dans le cadre de la convention de droit privé qu'elle passe à cet effet avec le consommateur, conformément à l'article 5 alinéa 2 LDE.

Ces conventions sont soumises à la procédure civile, en dérogation de l'article 47.

Pour les situations standardisées, comme par exemple pour l'eau de construction ou pour l'eau prélevée temporairement aux bornes-hydrantes, la Municipalité peut établir un tarif spécial « Hors obligations légales » et, cas échéant, fixer des dispositions d'exécution.

Ce tarif spécial « Hors obligations légales » vaut contrat d'adhésion de droit privé.

#### **Art. 49 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur après avoir été approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement ainsi que le délai référendaire et le délai de requête à la Cour constitutionnelle de vingt jours échu.

Le présent règlement abroge et remplace dès cette date le règlement sur la distribution de l'eau du 09 juillet 1993.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du ...

Le Syndic (sceau) Le Secrétaire

Georges Rime Christian Pouly

Adopté par le Conseil général (communal) dans sa séance du ...

Le Président (sceau) La Secrétaire

Olivier Combes Laurence Nicod

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement

Date :

## **ANNEXE AU REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU**

### **Art. 1 Définition**

La présente annexe complète le règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle en fait partie intégrante.

### **Art. 2 Modalités**

La présente annexe fixe les modalités de calcul et le taux de la taxe unique de raccordement, du complément de taxe unique de raccordement, de la taxe de consommation, de la taxe annuelle d'abonnement et de la taxe de location pour les appareils de mesure.

### **Art. 3 Taxe unique de raccordement**

La taxe unique de raccordement est fixée à Fr. 20.- par m<sup>2</sup> de surface utile brute de plancher.

Cette surface est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la norme ORL 514 420

La taxation définitive intervient dès la délivrance du permis d'habiter ou du permis d'utiliser. La Municipalité est habilitée à percevoir un acompte de 90 % lors de la délivrance de permis de construire en se référant aux indications figurant dans la demande de permis.

### **Art. 4 Complément de taxe unique de raccordement**

Le complément de taxe unique de raccordement est fixé à Fr. 10.- par m<sup>2</sup> de surface utile brute de plancher résultant des travaux de transformation.

### **Art. 5 Taxe annuelle de consommation**

La taxe de consommation est fixée par la Municipalité au maximum à Fr. 2.00 par m<sup>3</sup> d'eau consommée.

### **Art. 6 Taxe annuelle d'abonnement**

La taxe annuelle d'abonnement est fixée par la Municipalité au maximum à Fr. 120.- par unité locative.

Par unité locative, on entend tout ensemble de locaux formant une unité d'habitation indépendante (avec cuisine, salle d'eau, wc et une ou plusieurs pièces).

Pour les autres cas, notamment les locaux commerciaux, industriels ou d'utilité publique, une unité locative est comptabilisée pour chaque tranche de 250 m<sup>3</sup> d'eau consommée.

### **Art. 7 Taxe annuelle de location**

La taxe annuelle de location pour les appareils de mesure est fixée à :

- a. Fr. 28.00 pour un compteur de diamètre nominal (DN) 20 mm ;
- b. Fr. 31.00 pour un compteur de DN 25 mm ;
- c. Fr. 34.00 pour un compteur de DN 32 mm ;
- d. Fr. 45.00 pour un compteur de DN 40 mm ;
- e. Fr. 72.00 pour un compteur supérieur à DN 40 mm.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du ...

Le Syndic (sceau)

Le Secrétaire

Georges Rime

Christian Pouly

Adopté par le Conseil général (communal) dans sa séance du ...

Le Président (sceau)

La Secrétaire

Olivier Combes

Laurence Nicod

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement

Date :